

Sonelgaz-BNA

Convention pour le paiement électronique des factures

La Banque nationale d'Algérie (BNA) et le groupe Sonelgaz signeront aujourd'hui une convention de partenariat pour le paiement électronique des factures au profit des abonnés de Sonelgaz, a indiqué hier un communiqué de la BNA.

Ces abonnés pourront régler leurs factures d'électricité et du gaz en utilisant leur carte interbancaire (CIB) par Internet à travers les quatre sites Web des sociétés de distribution de ce groupe ou via les terminaux de paiement électronique (TPE) mis à leur disposition au niveau des guichets des agences Sonelgaz à travers le territoire national. La mise en œuvre de cette convention, eu égard au volume important des transactions escompté, donnera certainement «un nouvel élan» et une «large dimension» au paiement électronique en Algérie, estime cette banque publique.

Cette action s'inscrit dans le processus de relance de la dynamique de développement

des moyens de paiement électroniques, engagé depuis octobre dernier sous l'égide du ministère des Finances et le pilotage du ministère délégué chargé de l'Economie numérique et de la modernisation des systèmes financiers.

Cette opération viendra s'ajouter à d'autres actions similaires concrétisées précédemment par les banques avec d'autres grands facturiers tels que Algérie Télécom, Air Algérie, Mobilis, la Société des eaux et d'assainissement d'Alger (Seaal), l'Algérienne des eaux (ADE).

A travers cette démarche, qui vise la promotion et la généralisation auprès de l'ensemble des citoyens de nouveaux instruments de paiement sécurisés, s'inscrit dans le cadre des objectifs stratégiques des pouvoirs publics visant la consolidation du processus de réforme et de modernisation du système bancaire et financier, note la même banque.

Pour sa part, Sonelgaz indique que ses sociétés de distribution ont décidé de s'orienter vers le paiement par carte CIB comme nouveau mode de règlement, après avoir franchi l'étape du paiement par encaissement aux bureaux de poste dans le but de diversifier et de moderniser les modes de règlement des factures.

Parmi les autres actions destinées à moderniser ses prestations, ce groupe énergétique public rappelle, dans un communiqué, le remplacement des anciens compteurs par des compteurs électriques intelligents qui permettent la relève à distance des index de consommation pour les abonnés moyenne tension.

Quant aux abonnés basse tension, la technologie utilisée est le terminal de saisie portable (TSP) qui permet d'éviter toute difficulté ou erreur de relève, explique le communiqué.

R. N.

COOPÉRATION ALGÉRO-BELGE

Rencontre à Tizi-Ouzou sur le financement de projets

La protection de l'environnement au menu

Une rencontre d'information sur le financement, au titre d'un partenariat algéro-belge, de projets associatifs pour la protection de l'environnement a été organisée à Tizi-Ouzou.

Animée par la représentante du ministère des Ressources en eau et de l'environnement (MREE), Feriel Selhab, cette rencontre qui a réuni jeudi, à la Maison de l'environnement, plusieurs associations environnementales, a porté sur la présentation du Projet de renforcement de capacités dans le domaine de l'environnement (PRCDE) initié dans le cadre d'un partenariat entre le MREE et la Coopération technique Belge. Ce programme doté d'une enveloppe de 500 000 euros concerne 14 wilayas du littoral, à savoir Alger, Boumerdes, Tizi-Ouzou, Bejaia, Jijel, Skikda, Annaba, El Tarf, Tipaza, Chlef, Mostaganem, Oran, Aïn Temouchent et Tlemcen. Il s'adresse aux organisations de la société civiles qui peuvent proposer des projets dans le domaine de l'intégration de l'environnement



et l'éducation environnementale, a indiqué Mme Selhab, assistante technique nationale chargée de la société civile dans le cadre du PRCDE. Ce programme vise trois objectifs principaux, qui sont l'amélioration de la communication de l'information et de l'éducation environnementale, des capacités des organisations de la société civile et des acteurs socio-économiques publics et privés à appliquer les normes et les pratiques d'intégration de l'environnement dans leur management et de la prise en compte de l'environnement dans la gouvernance locale et la promotion de l'économie

verte et de l'entrepreneuriat vert, a-t-elle expliqué. Une trentaine de projets seront retenus suite à cet appel à proposition, a déclaré

Mme Selhab qui a souligné que "le but recherché par ce programme est d'aboutir à un changement de comportement par rapport

l'impact sur l'environnement (air, sol et eau) en ayant de meilleures pratiques en matière de consommation d'énergie, de gestion des déchets (récupération, tri et recyclage) et une gestion locale intégrant au maximum l'environnement pour un développement durable". Le PRCDE est réparti sur deux lots dont le premier est relatif aux actions de communication d'éducation, et d'information, et dont le montant des subventions pour le financement de projets proposés dans ce volet peut aller de 5000 à 15 000 euro. Le second lot concerne des actions concrètes et des projets pilotes innovants d'intégration de l'environnement dont les subventions sont fixées entre 20 000 et 50 000 euros. Les associations intéressées par ce programme peuvent déposer leurs propositions de projets au plus tard le 26 mars courant à 17h au niveau du MREE ou les envoyer par Email à l'adresse "prcde.subsides@btctb.org". Les associations qui seront sélectionnées auront une formation sur le montage de projets, a ajouté la même source.

KHERRATA PCD 2017

Plusieurs opérations retenues

Comparativement aux décennies passées, l'enveloppe financière attribuée à l'APC de Kherrata dans le cadre des PCD a connu cette année une baisse sensible. Selon une source, elle s'élève à seulement 19 millions de DA. Une des conséquences de la chute du prix de l'or noir qui a induit une rigueur dans la gestion des finances publiques. L'APC, lors de délibérations, a donc procédé à la classification des projets proposés par ordre de priorité. D'après notre source, trois opérations ont été retenues. Il s'agit de l'étude et la réalisation d'une salle de soins avec 2 logements dans la localité de Tania (2ème tranche), l'aménagement et le revêtement du chemin communal reliant le douar de Tala-Ouguellil à celui de Bouchartioua, et enfin l'achèvement des travaux du chemin communal de la localité d'Ahmam dans le village d'Aït-Mérai. Les autorités locales espèrent

une amélioration rapide de la situation financière, vu l'importante place qu'occupent les PCD. Ils constituent en effet un véritable outil de développement socio-économique des communes, appuyés par des projets sectoriels et autres financements pris en charge par les budgets de wilaya ou des communes. Ceux-ci demeurent néanmoins insuffisants face aux besoins de la population. Les projets réalisés dans ce cadre touchent plusieurs secteurs tels que les routes, l'assainissement, l'alimentation en eau potable, les structures administratives et autres réalisations sportives pour les jeunes en particulier dans les zones rurales. Des efforts qui doivent être soutenus en raison des exigences toujours pressantes, vu l'importance du nombre d'habitants de cette commune qui dépassent les 35 000 habitants répartis sur une superficie de 97Km².

S. Zidane

Médéa

La daïra d'Ouzera sort de sa léthargie

La daïra d'Ouzera, nord de Médéa, qui a cumulé un grand retard sur le plan infrastructurel, comparé à ses voisins proches, en l'occurrence Médéa et Berrouaghia, semble sortir aujourd'hui de son état de léthargie à la faveur d'un programme de "mise à niveau" qui boucle sa sixième année. Meurtrie par plusieurs années de terrorisme, la daïra d'Ouzera, qui compte une population de trente mille habitants, répartis à travers les communes d'El-Hamdania, Benchicao, Tizi-Mahdi et Ouzera, se projette en plein avenir grâce aux efforts consentis par les pouvoirs publics en vue d'effacer les stigmates d'une période douloureuse qui a endeuillé beaucoup de familles et vidé des dizaines de villages et de hameaux de leurs habitants. Après le rétablissement, à la fin de l'année 2002, de la sécurité dans les maquis ceinturant notamment les communes d'El-Hamdania et Ouzera, la daïra, soulignent ses responsables, va bénéficier d'une poignée de projets, essentiellement des infrastructures socio-éducatives, mais dont l'impact est resté très limité au vu du retard déjà enregistré et la forte pression exercé par le flux massif de "déplacés", qui ont fui leurs campagnes et zones montagneuses. L'année 2010 consacre le début d'une dynamique qui va mettre progressivement "sur rail" ces communes, dont la principale ressource, soutient-on de même source, provient du secteur agricole, avec la programmation de nombreuses constructions scolaires, des projets d'habitat et d'adduction d'eau potable, en sus des aides accordées dans le cadre des différents dispositifs de soutien agricole. L'objectif étant, selon des élus locaux, de faire face, d'une part, aux exigences induites par ce "mouvement de population" en direction des centres urbains et d'inciter, d'autre part, les exploitants agricoles à relancer la culture des terres et des vergers laissés à l'abandon pendant des années. Deux communes, en l'occurrence Benchicao et Tizi-Mahdi ont profité pleinement des aides octroyées par le secteur agricole pour amorcer une nouvelle dynamique et retrouver une attractivité à même de favoriser la mise à niveau escomptée. Les belles performances obtenues dans le secteur agricole ont réduit, plus ou moins, les effets engendrés par la décennie noire et permis aux habitants, en particulier les propriétaires de vergers, d'être moins dépendant de l'Etat, affirment-ils. En appui aux actions menées sur le plan agricole, ces deux communes, qui totalisent une population de 13 mille habitants, se sont vus attribuer, entre 2010 et 2016, un quota de 540 logements, bénéficié de 22 projets, couvrant divers domaines, en sus des projets financés dans le cadre des programmes sectoriels, budget communal ou du fonds commun des collectivités locales (FCCL).

Souk Ahras

Réalisation en cours de trois nouveaux barrages

Le parachèvement des travaux de réalisation de trois barrages dans la wilaya de Souk Ahras renforcera la capacité d'alimentation en eau potable, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.

La même source a précisé que la réalisation du barrage d'Oued Mellègue, d'une capacité de 150 millions m3 devra permettre d'alimenter le complexe de transformation de phosphate de la commune d'Oued Keberit et les foyers de la région nord de la ville d'Ouenza (Tébessa).

Ces ouvrages hydrauliques sont inscrits au titre du programme de soutien au dévelop-

pement économique affecté au bénéfice de la wilaya dans le cadre du quinquennat 2010-2014.

Il s'agit également, ajoute la même source, du barrage d'Oued Djedra, situé à 30 km, à l'est du chef lieu de wilaya, d'une capacité de stockage estimée à 35 millions m3, dont le chantier est actuellement à 75 % du taux d'avancement des travaux.

Le troisième ouvrage appelé à soutenir les efforts inscrits dans le cadre de l'amélioration de l'alimentation en AEP, est le barrage d'Oued Leghnef dans la commune de Khedhara.

Selon la même source, ce projet sera lancé «incessamment» et alimentera, une fois mis en exploitation, les population des communes frontalières d'Ain Zana, Khedhara, Ouled Moumène, Heddada et Sidi Fredj.

Ces ouvrages s'ajoutent aux deux barrages actuellement exploités en l'occurrence Ain Dalia (76 millions m3) et celui d'Oued Charef (150 millions m3) et contribueront, dès leur entrée en exploitation, à augmenter le ration d'AEP par jour pour atteindre 152 litres par habitant contre 111 litres enregistrés actuellement, a-t-on affirmé.

Pour rappel, Il a été procédé récemment à l'alimentation en eau potable des habitants de la commune de Bir Bouhouche (70 km Sud de Souk Ahras) depuis le barrage d'Ain Dalia après le parachèvement des travaux d'amenée d'eau depuis la station de pompage de la localité de Berriche dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, sur 9 km. La zone d'activité de la même commune a été également raccordée au réseau d'alimentation en AEP depuis ce barrage, dans le cadre de la stratégie d'encouragement de l'investissement, ajoutent les services de la wilaya.

T. M.

Laghouat : réalisation en cours de 14 puits pastoraux et d'exploration


QUATORZE puits pastoraux et d'exploration sont en cours de réalisation dans différentes communes de la wilaya de Laghouat, a-t-on appris auprès de la direction locale des Ressources en eau. Ce programme comprend le fonçage de huit puits pastoraux, totalisant 2 000 mètres linéaires, sur le territoire des communes de Brida, Sebgueg, El-Haouita, Ksar El-Hirane, Tadjemout, Ain-Madhi, Oued-Morra et Tadjerouna, a-t-on

précisé. Les puits d'exploration sont en cours de réalisation dans les zones de Bouterkfine (commune de Bennacer Benchohra), Bouzbaier (hassi-R'mel), Gabeg (Ksar El-Hirane), Djeguidjiga (Tadjemout), ainsi que dans les communes de Tadjerouna et El-Kheneg. S'agissant du réseau d'alimentation en eau potable (AEP), des travaux de réhabilitation et de réalisation sont également en cours pour un financement global de 945 mil-

lions de dinars, selon la même source. Ces travaux concernent la réhabilitation de réseaux d'AEP et de réservoirs, ainsi que la réalisation de nouveaux châteaux d'eaux et d'une canalisation d'adduction pour améliorer la distribution au citoyen de ce liquide vital. Au registre de l'irrigation agricole, deux opérations ont été inscrites en faveur de la wilaya de Laghouat pour un cout de 313 millions de dinars et portent sur le parachèvement des

équipements du barrage de Kheneg Sidi-Brahim sur l'Oued-Touil (commune de Gueltet Sidi Saâd) et une étude de réalisation de six retenues hydriques.

La wilaya compte aussi beaucoup sur le projet en cours du barrage de Seklafa, dans la commune d'Oued-Mzi, aussi pour la dotation de la population en eau potable que pour la fourniture d'eaux destinées à l'irrigation agricole, selon la direction locale du secteur.

بسبب ضعف تسيير النصح من قبل البلديات .. مصدر مسؤول : 

«الجزائرية للمياه تتسلم مهمة تسيير كل البلديات مع نهاية 2019»

من 221 ألف تسرب، أين سمح هذا الإجراء باقتصاد 50 من المائة من المياه الضائعة، وبخصوص ظاهرة سرقة المياه والتوصيل العشوائي، أكد ذات المصدر بأنه تم إحصاء قرابة 17 ألف توصيل خلال العشرة أشهر الأولى من سنة 2016. كما أضاف ذات المصدر، أن الجزائرية للمياه تسعى إلى توسيع خدماتها إلى المشتركين من أجل تسهيل تسديد الفواتير التي تعد الهاجس الوحيد للمواطن، مشيراً إلى أن القرار الأخير الخاص بتسديد الفواتير بالتقسيط يعود لوضعية وإمكانيات كل زبون.

سليم بوستة

بلدية فقط، أما البلديات المتبقية، فسيتم ضمها تباعاً بداية من 100 بلدية خلال 2017 قبل ضمها كلها قبل نهاية 2019. وأكد ذات المصدر أن مؤسسة الجزائرية للمياه، قد شكلت فرق لمراقبة الشبكات على مستوى الدوائر والبلديات والولايات بمعدل 5 فرق في كل ولاية، حيث تقوم هذه الأخيرة بمراقبة هياكل وقنوات نقل المياه وضخها من السدود إلى غاية بلوغها المستفيدين بشكل دوري، حيث تضم هذه الفرق رؤساء البلديات ومديريات الموارد المائية للولاية والمديرية الولائية للجزائرية للمياه والمديرية الولائية للديوان الوطني للتطهير. وأكد ذات المتحدث بأنه وخلال 2016، تم معالجة أزيد

ستشرع مؤسسة الجزائرية للمياه في تسيير جميع البلديات المتبقية عبر ولايات الوطن مع نهاية 2019، والبالغ عددها 500 بلدية تتواجد بمناطق معزولة، وهذا لتحسين خدمات المياه الشروب التي تعرف تذبذباً نتيجة نقص وضعف التسيير من قبل البلديات المعنية. وأوضح مصدر مسؤول في تصريح خص به «النهار»، أن الجزائرية للمياه سطررت برنامجاً خاصاً لتسيير البلديات المتبقية والبالغ عددها 500 بلدية، مشيراً إلى أن البلديات المعنية هي المتواجدة بولايات الجنوب والهضاب، وكذا بعض البلديات المعزولة بالولايات الشمالية، مضيفاً أن الجزائرية للمياه حالياً تقوم بتسيير 1000

153 قرية معنية بالتموين بالماء الشروب تسليم مشروع ربط البلديات الجنوبية الشرقية نهاية السنة



يشكل مشروع ربط بلديات الجنوب الشرقي من بومرداس التي تشمل كلا من تيمزريت، شعبة العامر، وأجزاء من بلديات برج مناييل، يسر والناصرية بمجموع 153 قرية ويتعداد 140 ألف نسمة، أهم مكسب لسكان المنطقة الذين عانوا لسنوات من تذبذب عملية التموين بهذه المادة الحيوية نتيجة اهتراء القناة القديمة التي تزود السكان من وادي سيباو ببلدية تادمايت، وتوسع ظاهرة الربط العشوائي الموجه للسقي الفلاحي.

بومرداس : ز - كمال

مشروع ربط البلديات الجنوبية الشرقية انطلاقا من محطة تحلية مياه البحر لرأس جنات التي تعالج 100 ألف متر مكعب يوميا وإن عرف تأخرا في عملية التجسيد منذ انطلاقه شهر سبتمبر سنة 2014، إلا أنه وصل إلى مرحلة متقدمة من الأشغال ومن المنتظر تسليمه شهر ديسمبر القادم حسب المعطيات المقدمة

خزانات رئيسية بسعة 14500 متر مكعب، و4 محطات ضخ أهمها محطة الربط والضخ لبرج مناييل، وهي العملية التي ستساهم في تحسين معدل توزيع مياه الشرب من ساعة إلى ثلاثة ساعات يوميا، ناهيك عن مساهمته في خلق حوالي 200 منصب شغل مؤقت و25 منصب دائم، مع العلم أن المشروع شهد عملية تقييم ثانية بقيمة 900 مليون دينار لترتفع تكلفة الانجاز من 2,4 مليار دينار إلى 3,3 مليار دينار.

من طرف القائمين عليه لوزير القطاع عبد القادر والي خلال زيارة التفقد التي قاده إلى المشروع، حيث أعطى تعليمات صارمة لتسليمه في القريب العاجل لوضع حد لمعاناة السكان مع تشديده على ضرورة تجاوز كل العراقيل الميدانية سواء تعلق الأمر بالاعتراضات أو نقص التنسيق بين المؤسسات الستة المكلفة بالانجاز. كما يشمل المشروع المتكون من ثلاثة حصص إلى جانب القناة الرئيسية بحجم 26 ألف متر مكعب يوميا، 5